

Conférence de Presse du Président Maurice KAMTO: Déclaration du MRC au sujet des élections législatives et municipales du 9 février 2020

Moins d'un an après sa création en août 2012, le MRC a pris part au double scrutin législatif et municipal du 30 septembre 2013. Ce scrutin a été marqué par des fraudes sauvages et barbares, orchestrées par le RDPC, le parti au pouvoir, en coaction avec l'organe électoral, ELECAM, l'Administration territoriale et différents services de l'Etat. Il a apporté en pratique la preuve que le Code électoral de décembre 2012 est taillé sur mesure pour permettre au régime en place de frauder et de s'éterniser au pouvoir.

Au sortir de ce double scrutin, le MRC, tirant la leçon des graves dysfonctionnements qui avaient faussé les résultats à son détriment, a déposé une proposition de loi tendant à la révision du Code électoral à l'Assemblée Nationale en novembre 2014.

Le Règlement de l'Assemblée nationale prévoit qu'après trois sessions consécutives de cette Chambre, toute proposition de loi régulièrement introduite est d'office inscrite à l'ordre du jour du Bureau de l'Assemblée. Malheureusement, jusqu'à la convocation du corps électoral le 9 juillet 2018 pour le scrutin présidentiel du 7 octobre 2018, la proposition de loi du MRC portant réforme du Code électoral n'avait même pas été inscrite à l'ordre du jour du Bureau de l'Assemblée nationale, nonobstant les campagnes populaires menées en direction des députés et de l'opinion nationale par notre parti pour alerter sur le risque d'une crise postélectorale du fait d'un mauvais Code électoral. (Je signale qu'il ne l'a toujours pas été à ce jour).

Dans ce contexte, le MRC avait des raisons objectives de ne pas présenter un candidat à l'élection présidentielle d'octobre 2018. Mais notre parti avait, d'une part, fait le pari de la mobilisation des Camerounais pour un vote massif en faveur du changement et du barrage des populations à la fraude massive; d'autre part, il avait estimé qu'il fallait mettre à l'épreuve le Conseil constitutionnel enfin mis en place après 22 ans de patience, dans l'espoir que cette instance serait à la hauteur des attentes légitimes que l'on est en droit d'avoir d'un juge impartial. De surcroît, le MRC était mue par la volonté de ne pas laisser le Cameroun sombrer dans une crise politique, alors

même que les deux Régions anglophones et la Région de l'Extrême-Nord étaient plongés dans des conflits armés désastreux tant pour les populations que pour le pays. Notre parti se présentait à cette élection avec pour objectifs majeurs, en cas de victoire, de réformer les institutions du pays, et dans ce cadre-là le Système électoral; de mettre un terme à la guerre fratricide dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest par une solution politique basée sur un dialogue inclusif; et de travailler à mettre un terme au terrible drame humanitaire qui se joue dans l'extrême nord depuis 2014.

A l'occasion de la campagne présidentielle, des institutions de la République ont été dévoyées et mises au service d'une propagande féroce et haineuse sur fond de tribalisme primaire et d'ostracisme administratif sans précédent contre le candidat du MRC, monsieur Maurice KAMTO. Malgré cela, celui-ci a remporté le scrutin dans les urnes avec un score de 39,74% contre 38,47% pour monsieur Paul BIYA, en dépit des multiples fraudes extrêmement graves, des irrégularités de diverses natures, des pressions et de la corruption des électeurs, des pressions et des violences sur les représentants du candidat du MRC et des membres de sa coalition dans les bureaux de vote etc.

Cependant, à la suite d'un contentieux postélectoral conduit en mondovision par un Conseil Constitutionnel dont les membres étaient tous aux ordres du pouvoir, c'est monsieur Paul BIYA qui était officiellement déclaré vainqueur. Il l'a été en dépit, notamment, des faits suivants :

- la récusation de plusieurs membres du Conseil pour leur appartenance au RDPC et /ou leur violation des dispositions de la loi relative aux incompatibilités;
- la production par le candidat du MRC et ses avocats de 32 faux Procès-verbaux départementaux non signés et portant sur près de 1.800.000 voix comptabilisées en faveur du candidat du RDPC;
- la production en pleine audience de faux procès-verbaux par un éminent membre du Conseil constitutionnel;
- la preuve des fraudes et autres irrégularités alléguées par le candidat du MRC et sa coalition;
- la démonstration qu'il n'y avait pas eu d'élection dans les Régions du NOSO.

Face à ce hold-up électoral assumé par le régime RDPC et la persistance de la guerre dans le NOSO, le MRC et ses Alliés a lancé un Programme national de Résistance (PNR) dès la fin du mois d'octobre 2018, avec pour revendications majeures :

- le recomptage des votes bureau de vote par bureau de vote sur la base de la confrontation des procès-verbaux avec les fiches d'émargement ;
- la fin de la guerre civile dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest;
- la réforme consensuelle du système électoral.

C'est dans le cadre de ce PNR que le 26 janvier, les 1^{er} et 8 juin 2019, le président élu, M. Maurice KAMTO, des leaders alliés et des centaines de militants et sympathisants du MRC ont été illégalement arrêtés, alors qu'ils manifestaient pacifiquement, traduits pour un bon nombre devant le Tribunal militaire de Yaoundé pour des crimes dont certains sont passibles de la peine de mort. L'objectif du régime illégitime était, et reste sans aucun doute, de décapiter le MRC pour l'éliminer du champ politique et de terroriser les populations.

Bien que de nombreux militants et sympathisants du MRC aient été libérés, notamment à la suite du communiqué du 4 octobre 2019, le 1^{er} Vice-Président de notre parti, M. Mamadou YAKOUBA MOTA et quatorze autres militants, dont M. MUTAGAH Sylvanus, sont encore emprisonnés pour leur condamnation injuste à l'issue de procès iniques organisés suite au mouvement d'humeur survenu à la Prison centrale de Kodengui, Yaoundé, le 22 juillet 2019.

La participation du MRC au scrutin présidentiel du 7 octobre 2018 et la retransmission à la télévision du contentieux postélectoral devant le Conseil constitutionnel ont permis au peuple camerounais et à la communauté internationale de réaliser avec quelle brutalité le régime en place fraude pour se maintenir au pouvoir depuis bientôt quarante ans. C'est pour avoir pris conscience du rôle déterminant de la fraude dans la longévité exceptionnelle de ce régime, nonobstant ses piètres performances économiques, sociales et sécuritaires, et malgré l'aspiration profonde du peuple camerounais au changement, que la communauté internationale a recommandé, comme le demandaient le MRC ainsi que de nombreux autres partis politiques et organisations de la société civile camerounais, la réforme consensuelle du système électoral avant l'organisation de toutes nouvelles élections au Cameroun.

Bien avant cette prise de position sans équivoque de la communauté internationale, après le scrutin du 7 octobre 2018, dans son rapport intitulé « Présidentiel 2018 revu et corrigé » (<http://www.elec.cm/sites/default/files/RAPPORT%20ELECAM%20PRESIDENTIELLE%202018%20FR%20Revu%20et%20corrig%C3%A9%20Web.pdf>), même l'organe électoral, ELECAM, qui avait pourtant joué un rôle décisif dans le détournement de la victoire de Maurice KAMTO, avait lui-même recommandé au Gouvernement la réforme du système électoral.

Lors du fameux Grand Dialogue National, malgré la volonté grossière de musèlement des participants pourtant préalablement sélectionnés par les bons soins du pouvoir, le Sultan des Bamoun, S.M. Ibrahim MBOMBO NJOYA, grand dignitaire du RDPC, a recommandé courageusement et publiquement, entre autres, la révision du Code électoral, afin de créer les conditions de l'apaisement politique et de donner un contenu à la démocratie camerounaise, alors même que le régime était enfermé dans le déni de la crise postélectorale.

Le MRC a cru jusqu'au bout que le régime se ressaisirait et se souviendrait que les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest font partie intégrante du Cameroun et que le jeu démocratique commande que ses règles soient arrêtées de façon consensuelle par les acteurs. En ce sens, nous avons fait savoir que bien que le contexte électoral actuel soit favorable à notre parti, nous sommes disposés à soutenir le report de la date des élections pour résoudre la crise du NOSO et réformer le système électoral.

Le dimanche 10 novembre 2019, sourd à tous ces appels, monsieur Paul BIYA a convoqué le corps électoral pour le 9 février 2020, sans avoir mis fin à la guerre civile qu'il a déclenché et mène sans coup férir depuis trois ans dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, et qui a déjà coûté la vie à plus de 3000 Camerounais, fait plus d'un million de déplacés internes, près de 40.000 réfugiés au Nigeria et d'incommensurables dégâts économiques. Il n'a pas davantage réformé le système électoral, même de façon symbolique, muré qu'il est dans ses certitudes et l'assurance de l'impunité que lui assurent certains de ses soutiens étrangers. Il n'a pas non plus estimé que la résolution du drame humanitaire suscité par la guerre contre Boko Haram, et qui curieusement laisse indifférentes les élites politiques du septentrion

occupées qu'elles sont à défendre leurs petites positions et privilèges, était aussi importante que la tenue des scrutins à venir .

Par cette attitude irresponsable, il donne, une fois de plus, la preuve que l'avenir du Cameroun, ce pays meurtri qui lui a pourtant tout donné, ne l'intéresse pas plus que son maintien au pouvoir. On est en droit de se poser la question de savoir, quel est le niveau de destruction du pays qui pourra l'amener à se ressaisir. Même nos 9 mois de prison et le sacrifice de nombreux camarades héroïques, sauvagement torturés et qui passeront le reste de leurs vies avec des séquelles, n'auront pas amené le régime à retrouver un semblant de lucidité. On ne peut laisser le Cameroun entre les mains d'individus incapables de rassembler les Camerounais, avides de pouvoir et prêts à plonger le pays dans le chaos pour le conserver.

Au moment où la vie politique nationale entre dans une nouvelle période d'emballage électoral, deux faits majeurs méritent d'être soulignés :

– Premièrement, tous les indicateurs objectifs montrent aujourd'hui que le peuple Camerounais attend avec ferveur le MRC lors du double scrutin du 9 février 2020 pour lui rendre justice, après le hold-up électoral dont son candidat à la présidentielle du 7 octobre 2018 a été victime de la part du régime en place;

– Deuxièmement, le MRC est pleinement conscient que, faute pour lui de prendre part aux scrutins à venir, il ne pourra pas, dans les conditions du Code électoral en vigueur, présenter un candidat à un prochain scrutin présidentiel, la loi électorale exigeant que tout candidat à une telle élection soit présenté par une formation politique ayant au moins un élu, ou, à défaut, qu'il rassemble au moins 300 signatures de personnalités, dont on sait qu'elles sont, pour l'essentiel, inféodés au régime. De même, le MRC est conscient que faute d'avoir des conseillers municipaux, il ne pourra pas présenter des candidats à d'éventuelles élections sénatoriales et régionales dans les conditions actuelles.

Pourtant, malgré ces constats cruciaux, **LE MRC A DECIDE DE NE PAS PRENDRE PART AUX ELECTIONS LEGISLATIVES ET MUNICIPALES DU 9 FEVRIER 2020.**

En prenant cette décision politique grave, le MRC reste fidèle à lui-même au regard de l'actualité et de la situation générale du pays :

– Fidélité d’abord, à l’idée qu’organiser des élections au Cameroun aujourd’hui, qui plus est des élections locales, sans avoir rétabli la paix dans les régions du NOSO et crée les conditions d’une participation effective des populations des deux régions au libre choix de leurs représentants à l’Assemblée nationale et dans les conseils municipaux, c’est donner le message selon lequel ces populations ne sont pas des Camerounais et, ce faisant, consacrer la partition de fait du pays.

– Fidélité ensuite, à notre exigence constante d’une réforme consensuelle du système électoral avant toutes nouvelles élections au Cameroun, après notre expérience amère du double scrutin de septembre 2013 et de l’élection présidentielle d’octobre 2018, car avec le système électoral actuel, les mêmes causes produiront inévitablement les mêmes effets, à savoir, fraudes massives, vol des résultats et nouvelle crise postélectorale.

Certes la décision de boycotter les élections municipales et législatives du 9 février prochain peut être mal comprise par une certaine opinion. Cependant, chacun doit réaliser qu’elle est dictée par l’intérêt supérieur de la Nation. L’engagement politique du MRC ne vise pas à assurer quelques postes à ses membres ou à lui adjuger quelques sièges dans un système antidémocratique, liberticide et qui conduit le pays vers le chaos sécuritaire et un désastre économique et social. Le MRC s’est constitué pour bâtir une société nouvelle, une République fraternelle, un Etat moderne structuré sur la base d’un transfert de la majeure partie du pouvoir de l’Etat aux entités organisées qui le composent, et fondé sur le socle de l’Etat de droit, la démocratie effective, les respects des droits et libertés fondamentaux, un développement inclusif se traduisant par un progrès partagé. Dans cette optique, le MRC se conçoit comme un humble serviteur de notre peuple et de notre Nation, sur lesquels ne peut prévaloir aucun intérêt individuel ou partisan.

Le MRC est constant dans l’affirmation selon laquelle la sécession ne saurait être une option pour nos compatriotes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, malgré les graves injustices politiques et institutionnelles dont ils ont pu être victimes depuis 1961. Par conséquent, il ne saurait s’associer à la partition de fait ou de droit de notre cher et beau pays, que cette partition soit orchestrée par monsieur Paul BIYA à travers l’organisation d’une nouvelle parodie d’élections qui exclut de fait nos compatriotes du NOSO, ou recherchée par les sécessionnistes.

En conséquence de tout ce qui précède, le MRC appelle les Camerounais à ne pas aller voter et à rester chez eux le 9 février 2020, afin de ne pas cautionner des élections qui ne ramèneront pas la paix dans le pays, ni ne déboucheront sur un choix libre et transparent par les Camerounais de leurs représentants à l'Assemblée nationale et dans les conseils municipaux.

Certes, le MRC a demandé à ses militants et sympathisants à se préparer à prendre part au scrutin à venir. Il était persuadé que dans un sursaut patriotique, le régime en place prendrait en compte les exigences légitimes des Camerounais, même à la dernière minute. Malheureusement, celui-ci s'est enfermé dans son mépris habituel. Le pouvoir illégitime n'entend même pas respecter un minimum de règles, qu'il s'agisse de celles du Code électoral pourtant déjà très insatisfaisantes ou de celles régissant le fonctionnement de l'Administration publique. Le dispositif électoral actuel n'est rien d'autre qu'une souricière politique.

Des personnes porteuses d'un sombre projet contre notre peuple sont à l'œuvre au sommet de l'Etat. Elles sont prêtes à tout pour garder le pouvoir. A partir du 9 février prochain ou même avant, les Camerounais doivent s'attendre à tout.

Des informations dignes de foi font état d'un projet d'élimination physique du président élu, le Pr. Maurice KAMTO, de deux leaders alliés, Christian PENDA EKOKA et Albert DZONGANG, et de certains cadres du MRC. Le MRC, tout en prenant à témoin l'opinion publique nationale et internationale de ces menaces, tient à dire aux extrémistes du régime qui sont aussi bien des politiques que des membres du système de sécurité que ces menaces n'ont aucun impact sur sa détermination à offrir une alternative politique aux Camerounais.

Restons mobilisés et vigilants ! Résistons !

La communauté internationale doit être consciente que c'est le destin du peuple camerounais qui se joue derrière cette énième provocation du régime en place. Elle doit donc se donner les moyens d'être aux côtés du peuple camerounais et non de la dictature qui écrase notre peuple depuis près de quarante ans maintenant.

Le MRC souhaite appeler l'attention de certaines puissances, membres importants de cette communauté internationale, qui, au mépris des valeurs démocratiques et des droits humains fondamentaux, portent à bout de bras le régime de M. BIYA, sur le fait

qu'elles mènent une politique de courte vue. Ces puissances agissent contre les intérêts du peuple camerounais qui, comme tout autre peuple, aspire au développement et au bien-être. Le MRC rappelle à ces puissances prisonnières de leurs intérêts immédiats que, comme tout peuple mature, le peuple camerounais a de la mémoire.

Le MRC invite les partis politiques de l'opposition dont certains se distinguent par leur opposition à lui plutôt qu'au pouvoir néfaste en place, à ne pas se mettre du mauvais côté de l'histoire de notre pays en cautionnant, comme par le passé, cette dernière forfaiture électorale du régime BIYA qui, au regard du contexte politique, sécuritaire, économique et social national risque de détruire les derniers espoirs de reconstruction de la paix dans notre pays.

Le MRC invite ces partis politiques, l'ensemble de société civile, les organisations et autres forces religieuses à se joindre à lui pour boycotter le double scrutin du 9 février 2020 et résister à la forfaiture permanente.

Que Dieu bénisse le Cameroun !

Yaoundé, le 25 novembre 2019

Le Président National
Maurice KAMTO